

# IBM France se dirige vers des licenciements

## secs

Chez IBM France, les organisations syndicales sont vent debout contre le Plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) en cours de négociation. Objet de la fronde : Big Blue envisage de recourir à des licenciements secs, qui vont toucher l'entité GTS-IS de la filiale. Une entité qui doit voir ses effectifs fondre de 360 postes. Selon la CFDT, c'est la première fois de son histoire dans l'Hexagone qu'IBM aurait recours à un tel expédient. Après des rassemblements à Nice, Clermont-Ferrand, Lyon, Toulouse, Bordeaux, Lille, Orléans, Nantes et Marne la Vallée, les salariés du siège étaient invités par l'intersyndicale à se rassembler aujourd'hui pour « manifester leur solidarité » avec GTS-IS, une des deux branches Global Technology Services (qui regroupent les services, hors consulting). Selon un délégué syndical CFDT, environ 400 personnes ont répondu à cet appel, une mobilisation peu habituelle pour le siège.

L'intersyndicale (CFDT, CFE-CGC, CFDT, CGT, Unsa) demande à la direction de la filiale de revenir sur les licenciements contraints pour privilégier le volontariat et les reclassements internes. Dans un tract, les syndicats expliquent : « Pour nous, les catégories professionnelles décrites par la direction dans ce plan n'en sont pas. Ces définitions permettent à la direction de supprimer les postes de personnes qui sont ciblées, notamment pour les « technical services ». » L'intersyndicale se plaint aussi de voir ses demandes de négociation ignorées par la direction.

## **IBM privilégie l'offshore**

« Nous demandons que le PSE actuel puisse se baser sur un périmètre national car nous aurions alors 9 chances sur dix d'éviter les licenciements, par contre, si nous limitons le périmètre à la seule entité GTS-IS (le projet actuel, NDLR), nous avons 9 chances sur dix d'avoir recours à des licenciements », écrit de son côté la CFTC. Concrètement, le plan d'IBM France cible trois catégories professionnelles (les chefs de projet et deux profils de spécialistes techniques, dont les 'technical services') à l'intérieur de GTS, ce qui rend les licenciements secs quasi-inévitable.

Objectif de la direction, selon le délégué CFDT : s'aligner sur la politique 20-80 du groupe, consistant à traiter 80 % des contrats d'externalisation depuis les bases nearshore et offshore de Big Blue. « D'ailleurs, sur les 360 postes concernés, 40 postes sont bien supprimés, mais 320 seront recréés dans les centres de services du groupe localisés dans les pays à bas coût », reprend notre interlocuteur. Ce dernier souligne toutefois que, lors de la dernière réunion de négociation, qui s'est tenue cette semaine, la direction de la filiale a entrouvert une porte, envisageant des mesures de départ volontaire pendant la période de reclassement.

Encouragée par la mobilisation des salariés, l'intersyndicale envisage désormais une journée d'action nationale pour tenter d'infléchir le PSE.

# Les secrétaires externalisées

A cette procédure qui doit se terminer en juillet, s'ajoute l'externalisation d'une centaine de secrétaires de direction à la société d'intérim Manpower, contrat qui devrait se traduire par une réduction des coûts de 30 % pour Big Blue. La CFDT craint des délocalisations dans des pays à bas coût.

Par ailleurs, cette même centrale rappelle que la GPEC (Gestion prévisionnelle des emplois et des compétences) d'IBM France, mise à jour en avril, prévoit « *largement plus d'un millier de suppressions d'emploi de fin 2014 à fin 2018. Les 360 suppressions d'emploi de GTS-IS n'y suffiront pas* ». Et de noter que l'externalisation des secrétaires n'entre même pas dans le cadre de cette GPEC...

## A lire aussi :

[IBM France : nouvelle charrette en vue](#)

[Watson : le bon docteur qui va soigner IBM France ?](#)

[IBM France fête ses 100 ans d'existence en images](#)

**Crédit photo : DW labs Incorporated / Shutterstock.com**